

L'opposition de droite est en tête des intentions de vote à une semaine des élections législatives à Chypre

de Corinne Deloy

J-7
7 jours avant
le scrutin

La Chambre des représentants, parlement chypriote, a été dissoute le 26 avril dernier. 531 136 personnes, dont près de 200 000 dans le seul district de Nicosie (191 517), éliront le 22 mai prochain les 56 membres de la nouvelle assemblée. Seuls 10 000 des 34 000 jeunes ayant atteint l'âge de 18 ans depuis le dernier scrutin législatif du 21 mai 2006 se sont inscrits sur les listes électorales. Le vote est pourtant obligatoire à Chypre. L'abstention est passible d'une amende de 342 € et d'une peine allant jusqu'à 6 mois de prison ferme mais cette loi n'est pas appliquée. 486 personnes habitant la partie Nord de l'île sont inscrites sur les listes électorales. Le nombre de sièges à pourvoir par circonscription a été modifié avant les élections législatives : Nicosie élira 20 députés (- 1) ; Limassol, 12 ; Famagouste, 11 ; Larnaca (+ 1), 6 ; Paphos, 4 et Kyrenia, 3.

406 personnes issues de 9 partis politiques (142 dans le district de Nicosie, 86 dans celui de Limassol, 77 dans celui de Famagouste, 50 dans celui de Larnaca, 34 dans celui de Paphos et 23 dans celui de Kyrenia) et 6 indépendants (3 à Limassol, 2 à Nicosie et 1 à Paphos) sont officiellement candidats le 22 mai. 9 personnes postulent à la fonction de représentant d'une des 3 communautés (Arméniens, Maronites et catholiques romains) siégeant au Parlement. Chacun de ces représentants est élu par les seuls membres de sa communauté. Il ne possède pas du droit de vote au sein de la Chambre des représentants, à l'exception de tout ce qui concerne la communauté qu'il représente.

4 nouveaux partis politiques concourent pour la première fois à des élections nationales. Le Front national populaire (ELAM), parti d'extrême droite dirigé par Christodoulos Ioannides, se bat pour « protéger les intérêts grecs ». « Le problème de Chypre est celui de l'invasion et de l'occupation turques. Les Turcs ne sont pas nos frères. L'histoire de Chypre de 1960 à 1974 a montré que Turcs et Grecs ne peuvent pas vivre en harmonie » a déclaré le leader extrémiste. Le parti souhaite l'établissement d'un gouvernement central puissant pour s'occuper aussi bien Grecs que des minorités turques. Il veut également lutter contre l'immigration, notamment illégale, qui est synonyme de hausse du chômage et de la criminalité. 16 personnes porteront les couleurs du Front national populaire le 22 mai prochain.

A l'autre bord de l'échiquier politique, on trouve le

Mouvement socialiste populaire (LASOK). Dirigé par Lakis Ioannou, ce parti d'extrême gauche est favorable à l'établissement d'un gouvernement fédéral pour régler le problème chypriote mais rejoint le Front national populaire en ce qu'il souhaite également limiter le nombre de migrants sur l'île. 17 personnes se présentent sous ces couleurs.

Dirigée par Thekla Petridou, la Coopération chypriote (KYPROS) est favorable à un plus grand contrôle de l'immigration et à la promotion de l'éducation grecque dans les écoles. 28 personnes porteront les couleurs du parti le 22 mai. Enfin, le Mouvement des citoyens (ZYGOS), fondé en janvier dernier par des universitaires et des hommes d'affaires, défend l'idée de l'établissement d'un gouvernement d'experts, arguant du fait que les partis politiques défendent leurs intérêts avant ceux des citoyens. Le parti souhaite lutter contre

la corruption. 10 personnes se présentent sous l'étiquette du Mouvement des citoyens.

Le leader du principal parti d'opposition, le Rassemblement démocratique (DISY), Nicos Anastasiades, reproche au gouvernement, dirigé par le président de la République Demetris Christofias (Parti progressiste des travailleurs, AKEL) – à Chypre, le chef de l'Etat occupe également la fonction de chef du gouvernement – et rassemblant, outre son propre parti, le Parti démocratique (DIKO) et des personnalités indépendantes, de « créer une illusion de prospérité ». Nicos Anastasiades affirme que Chypre est l'un des pays européens où les prix de l'électricité mais aussi du lait, du café, du pain et autres denrées essentielles aux ménages sont les plus élevés.

Le numéro deux et leader du parti au Parlement, Averof Neophytou, a critiqué la décision de Demetris Christofias d'emprunter 200 millions € sur le marché intérieur. Selon lui, l'attitude du gouvernement prouve que les agences de crédit ont eu raison de dégrader la note de l'île. 2 agences de notation Standard and Poor's et Moody's ont en effet reproché à Nicosie l'inadéquation de ses mesures fiscales, l'absence de réforme structurelle en matière de salaires du secteur public et l'importance de ses transferts sociaux qui constituent les 2/3 des dépenses de l'Etat et sont des obstacles à la réduction du déficit public et de la dette.

Selon Averof Neophytou, le gouvernement de Demetris Christofias ne possède pas de plan pour lutter contre la crise socioéconomique qui affecte le pays et « nous entraîne dans une spirale sans fin avec des conséquences négatives pour l'économie ». Le Rassemblement démocratique demande au président de la République de prendre rapidement des mesures sur les pensions de retraite et de travailler à retrouver la confiance des marchés internationaux. La Chambre des représentants a voté le 21 avril dernier une loi qui abolit le système de pensions multiples (les personnes qui touchaient plusieurs pensions de retraite percevront désormais la moitié du dernier salaire qui était le leur lorsqu'elles étaient encore en activité). Toutefois, les députés ne seront pas affectés par ce nouveau texte. Selon de nombreux analystes, la nouvelle loi ne devrait pas permettre de réaliser des économies conséquentes (environ un million € par an) en raison notamment du nombre important des exceptions à la règle. « Le

problème des pensions multiples a permis de ne pas s'intéresser à d'autres enjeux importants comme la réforme générale des retraites » a souligné Averof Neophytou.

La ministre du Travail, Sotiroula Charalambous (AKEL), a affirmé que tous ceux qui indiquent que la viabilité du système des pensions de retraite est menacée avancent « des idées sans fondement ». Le ministre des Finances sortant, Charilaos Stavrakis (indépendant), a souligné que le sujet était une « bombe à retardement ».

Demetris Christofias a régulièrement mis en avant les derniers résultats économiques du pays. La croissance du PIB a été l'an passé de 1%, soit un chiffre plus élevé que prévu. Elle devrait atteindre 1,5% en 2011 selon la Commission européenne et 1,7% selon le Fonds monétaire international (FMI). Le gouvernement a atteint son objectif en matière de déficit public : celui-ci s'est élevé à 5,3% l'an dernier, soit au-dessous de la barre des 6%, pourcentage maximum qui lui avait été autorisé par Bruxelles. Demetris Christofias a affirmé que le gouvernement ferait tout pour atteindre le but fixé cette année à Chypre par l'Union européenne, à savoir faire baisser le déficit public sous la barre des 4,5%. Le chômage s'établissait à 7,2% de la population active en mars dernier. Il atteint toutefois 20,2% parmi les jeunes.

Le porte-parole du Parti progressiste des travailleurs, Stavros Evagorou, a déclaré : « Nous ne devons pas être trop optimistes mais l'économie chypriote est sur la bonne voie. Les résultats, fondés sur les estimations de la Commission européenne, sont satisfaisants ».

« Il n'y aura pas d'augmentation des salaires du secteur public car nous n'avons pas suffisamment d'argent dans les caisses » a déclaré le ministre des Finances sortant, Charilaos Stavrakis, qui a assuré que le gouvernement allait entamer des discussions avec le syndicat panchypriote de la fonction publique (PASYDY) afin d'économiser jusqu'à 35 millions €. Le chef de l'Etat Demetris Christofias a affirmé avoir rencontré des membres du syndicat à plusieurs reprises, une information qui avait été démentie le leader du syndicat, Glafcos Hadjipetrou.

Le vice-président du Parti démocratique, Nicolas Papadopoulos, a indiqué que le nombre de fonctionnaires avait augmenté, contrairement aux dires du gouvernement (auquel son parti appartient). Nicolas Papadopoulos a déclaré regretter que Charilaos Stavrakis

refuse de discuter pensions de retraites et rémunérations des fonctionnaires comme s'il ne souhaitait pas que les Chypriotes connaissent la situation socioéconomique réelle du pays avant le scrutin.

Le gouverneur de la Banque centrale de Chypre, Athanasios Orphanides, a demandé la mise en place rapide de réformes structurelles. Il s'est réjoui du fait que les autorités du pays aient reconnu la nécessité de contenir les dépenses publiques et de réformer le système des pensions de retraites, une mesure nécessaire mais non suffisante pour le financier. Selon Athanasios Orphanides, les problèmes structurels de Chypre sont connus depuis de longues années mais la volonté d'obtenir des taux de croissance élevés l'a emporté sur la nécessité de trouver rapidement des solutions aux problèmes. « Avec un gouvernement sous surveillance pour déficit excessif, notre économie nationale court de graves risques » a conclu le gouverneur de la Banque centrale.

Fin avril, Chypriotes et Turcs se sont de nouveau rencontrés dans le cadre des négociations sur la réunification de l'île menées sous l'égide des Nations unies. « La Turquie doit changer de position et devenir plus flexible pour que nous puissions parvenir à une solution » a déclaré le président de la République sortant Demetris Christofias à l'issue de la rencontre.

Le ministre grec des Affaires étrangères, Demetris Droutsas (Mouvement socialiste panhellénique, PASOK), a assuré les Chypriotes qu'Athènes était à leurs cotés pour solutionner le problème de l'île. « Nous soutenons les efforts du président chypriote Demetris Christofias en faveur d'une solution fondée sur les

bases des décisions de l'Organisation des Nations unies et en conformité avec l'acquis communautaire pour un Chypre uni et libéré des troupes turques » a-t-il affirmé, qualifiant la présence des troupes turques sur l'île de « honte ».

La Commission européenne a accordé 25 millions € à Nicosie. Cet argent est destiné à la communauté turque. « Cette proposition montre une fois de plus l'engagement de l'Union européenne dans le règlement de la question chypriote. Ce fonds est un signal fort que Bruxelles attend que les conversations pour la réunification de l'île se concluent avec succès » a souligné le commissaire européen à l'Élargissement et la Politique européenne de voisinage, Stefan Füle. Les fonds accordés par la Commission européenne doivent être utilisés pour soutenir la réunification du pays dans plusieurs secteurs (éducation, société civile, développement rural, l'environnement mais aussi l'action du Comité en charge des personnes disparues et l'ouverture de nouveaux points de passage).

Selon les enquêtes d'opinion, le Rassemblement démocratique devrait arriver en tête des élections législatives du 22 mai prochain. Il devancerait le Parti progressiste des travailleurs et le Parti démocratique. De nombreux observateurs de la vie politique s'attendent à voir le principal parti d'opposition tenter de former une coalition gouvernementale avec le Mouvement pour la social-démocratie (EDEK), parti présidé par Yiannakis Omirou.

La chambre des représentants qui sera élue le 22 mai se réunira le 2 juin prochain.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.